



Elwin BAUCHART

Avocat à la Cour, Barreau de Paris
Avocat en Droit public,

11 Boulevard Sébastopol - 75001 Paris
Tél : 03 63 31 10 84
E-mail : elwin.bauchart@aedilys-avocats.fr

EN RESUME

*Elwin Bauchart est avocat au barreau de Paris et associé du cabinet **Ædilys Avocats** qu'il a fondé avec Bruno Kern. Avant de créer **Ædilys Avocats**, Elwin Bauchart et Bruno Kern exerçaient au sein du Pôle Grands Services Publics et Collectivités Territoriales du cabinet **Earth Avocats (2018-2022)**. Elwin Bauchart est titulaire de deux Master 2 respectivement en **Droit Public Financier**, et en **Droit Public des Affaires**.*

*Dans le cadre de son parcours professionnel, Elwin Bauchart a développé dès le début de sa carrière une connaissance des besoins opérationnels des acteurs publics en travaillant au sein d'une administration centrale et au Tribunal administratif de Versailles. Ces deux expériences lui ont permis **d'appréhender les en matière de conseil tout en maîtrisant les subtilités des procédures contentieuses**. Sa compréhension et maîtrise des besoins opérationnels se sont naturellement développées et renforcées pendant ces cinq dernières années en tant qu'avocat.*

*Elwin Bauchart complète la défense de ses clients par **des formations destinées à ceux qui œuvrent pour les biens communs**.*

La création **Ædilys avocats** résulte d'une volonté de rompre avec les produits juridiques uniformisés pour privilégier une assistance calibrée sur les besoins opérationnels.

Ses compétences juridiques et son dynamisme, positionnent Elwin Bauchart comme un avocat maîtrisant les outils juridiques à disposition de ceux qui œuvrent pour les biens communs (commande publique, intercommunalité, collectivités territoriales, urbanisme, police administrative, droit civil, droit immobilier etc..).

FORMATION INITIALE

UNIVERSITE AIX MARSEILLE

- Master 2 **Contrats publics et Droit public des Affaires** (2015 - 2016)

UNIVERSITE PARIS X, NANTERRE, FRANCE (2010 - 2015)

- Master 2 Droit Public Financier avec Mention Assez bien
- Master 1 de Droit public général
- Licence de Droit général avec Mention Assez Bien

PARCOURS PROFESSIONNEL & PUBLIC

AVOCAT

- **Prestation de serment en 2018**
- Avocat au **Barreau de Paris**

CABINETS D'AVOCATS

- Avocat associé de **Ædilys avocats** (actuellement)

- Avocat à la Cour, collaborateur de **Earth Avocats** au sein du Pôle des **Grands Services Publics et Collectivités Territoriales** (2018-2022)
- Elève-avocat au cabinet **Earth Avocats** (2018)

TRIBUNAUX

- Elève-avocat auprès du **Tribunal administratif de Versailles** (2017)

ADMINISTRATION

- Stagiaire de Master 2 auprès du Service des politiques support et des systèmes d'information du **Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie** (2015)

ACTIVITES DE FORMATION

FORMATIONS :

- La **co-traitance et la sous-traitance dans les marchés publics** (depuis novembre 2022)
- **L'indispensable des marchés publics** (2018-2023)
- Les **marchés publics d'assurance** (2022)
- **L'actualité des marchés publics** (2021)
- La **définition du besoin** dans les marchés publics et les **achats de petits montants** (2021)

DOSSIERS DE REFERENCE

Les références présentées ici couvrent indistinctement, quel que soit le cabinet d'exercice, les missions juridiques personnellement réalisées par maître Elwin Bauchart.

Ne sont présentées ici que les dossiers les plus significatifs répartis selon l'approche matricielle d'Ædilys, privilégiant le savoir-faire métier.

COMMANDE PUBLIQUE

ASSISTANCE JURIDIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE (AJMO)

- AJMO d'une Caisse régionale d'assurance retraite pour la réhabilitation de son siège social dans le cadre d'un marché global de performance – Budget 56 millions d'euros. (2021-2022).
- AJMO d'une Association hospitalière, avec partenaires institutionnels (ARS, commune et Département), dans le cadre d'un concours pour la réhabilitation d'un ensemble de bâtiments de résidences senior et personnes âgées, avec création d'un espace d'accueil pour jeunes enfants et la construction d'une crèche en VEFA, l'aménagement des parkings, la création d'un restaurant ouvert et d'une maison d'Hôtes -budget 25 M€ (2021-2022).
- AJMO d'un Etablissement public national de recherche scientifique dans le cadre de la réorganisation contractuelle de ses activités avec élaboration d'un nouveau contrat de concession à une entité filiale. (2020-2021).

PASSATION-EXECUTION DE MARCHES PUBLICS

- Conseil à un opérateur économique dans le cadre de la candidature en groupement aux procédures de passation de marchés publics (2021).
- Recours à la médiation des entreprises dans le cadre d'un contentieux sur l'exécution d'un marché de travaux de 5 ans pour la rénovation de voies ferrées par le procédé dit « suite rapide ». Assistance de l'opérateur dans ses négociations avec l'EPCI. Conclusion d'une transaction indemnitaire et assistance à la rédaction des avenants pour résiliation partielle du marché et réorganisation de l'exécution d'un lot. Marché initial de 350M€ et transaction de 40M€ (2019-2020).
- Analyse des conditions d'exécution d'un marché public (sous-traitance occulte) pour le compte d'une entreprise privée spécialisée dans l'informatique et préconisations pour régularisation par voie d'avenant (2021).
- Analyse de la légalité d'un marché à bons de commande en cascade pour le compte d'une entreprise privée spécialisée dans les technologies de l'information et de la communication (2021).

- Conseil d'un acheteur, constitué sous forme de personne morale de droit privé soumis au code de la commande publique pour un différend sur le paiement de factures relatives à un marché ayant pour objet la réalisation de diagnostic d'amiante (2022).
- Conseil d'un acheteur, constitué sous forme de personne morale de droit privé soumis au code de la commande publique, sur une demande de paiement de travaux supplémentaires par le titulaire d'un marché de travaux (2022).
- Représentation en justice d'un acheteur constitué sous forme de personne morale de droit privé soumis au code de la commande publique, sur une demande de paiement de travaux supplémentaires par le titulaire d'un marché de travaux à la suite d'une erreur du maître d'œuvre dans la rédaction de la DPGF (2022).
- Conseil d'un acheteur, constitué sous forme de personne morale de droit privé soumis au code de la commande publique, dans le cadre d'une résiliation pour abandon de chantier (2021).
- Conseil d'un acheteur, constitué sous forme de personne morale de droit privé soumis au code de la commande publique, dans le cadre d'une résiliation en raison de l'absence de communication de divers documents et de refus de débiter l'exécution du marché (2019).
- Conseil et représentation d'un maître d'ouvrage dans le cadre d'une mesure de résiliation pour motif d'intérêt général avec contestation du décompte général du marché et contestation des avenants conclus avec le titulaire d'un autre lot de l'opération de travaux (2020-2022).
- Conseil d'un acheteur, constitué sous forme de personne morale de droit privé soumis au code de la commande publique, sur une demande de paiement de travaux supplémentaires par le titulaire d'un marché de travaux à la suite d'une erreur du maître d'œuvre dans la rédaction de la DPGF (2022).
- Représentation en justice d'un maître d'ouvrage dans le cadre de la contestation par le titulaire du décompte général de son marché (2022).
- Défense d'un EPCI dans le cadre d'un contentieux sur la passation d'un marché public de service (2021).
- Intervention pour le compte d'un sous-traitant principal dans le cadre d'une médiation ordonnée par un tribunal administratif relative à l'élaboration d'un banc d'essai pour la mise en service de rames nouvelles de métro urbain. Assistance à la médiation et introduction d'un recours direct, référé-provision et indemnitaire, devant le juge administratif (2022-2023).
- Défense d'un département dans le cadre d'un marché de conception-réalisation de digues anti-inondations. Assistance aux expertises. Prise en charge de l'ensemble des contentieux sur la responsabilité du maître d'ouvrage, les recours indemnitaires des tiers et les actions indirectes des entreprises pour perte de chiffre d'affaires. Gestion des multiples contentieux jusqu'en appel et préparation des éléments devant le Conseil d'Etat. Reconnaissance de l'absence de responsabilité du département. Montant des travaux 10M€ (2001-2021).
- Défense des intérêts d'une entreprise privée dans le cadre à la fois des procédures contentieuses et de toutes autres procédures utiles à la contestation des marchés de cloud computing attribués par une centrale d'achats. (2019).

PASSATION-EXECUTION DE DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS

- Défense d'un opérateur économique dans le cadre de la résiliation unilatérale par la commune, autorité délégante, d'une DSP relative à un camping municipal. Avis juridique circonstancié sur les clauses contestées du contrat portant sur les amortissements des investissements nouveaux. Gestion des contentieux en excès de pouvoir et indemnitaires devant toutes juridictions. Obtention d'une indemnité de 700K€ (2007-2020).
- Analyse des conséquences de l'annulation de la procédure d'attribution d'une DSP « événements culturels » pour inaptitude du candidat choisi et ses conséquences pour la société d'édition et de diffusion de programmes radio attributaire. Gestion du contentieux (2019-2020).

CONCESSION D'AMENAGEMENT

- Conseil d'un organisme de droit privé ayant la qualité d'aménageur d'une ZAC dans le cadre d'une concession d'aménagement accueillant des activités de logistique pour des problématiques liés à l'exécution de la concession, l'adaptation des documents constitutifs de la ZAC et d'urbanisme pour l'accueil des opérateurs économiques au sein de la zone.

BEA

- Conseil d'un organisme de droit privé ayant la qualité de preneur d'un BEA sur la possibilité de pouvoir bénéficier d'une prolongation du bail dont la soumission au code de la commande publique est discutée.

OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

INGENIERIE CONTRACTUELLE RELATIVE A L'INSTALLATION D'ENTREPRISES

- Montages complexes sur construction, rénovation et reprise de bâtiments industriels.
- AJMO dans le cadre du déplacement d'un site industriel nouvellement construit sous maîtrise d'ouvrage d'une SEM d'aménagement, dépendant d'une agglomération, en partenariat avec l'entreprise dans le domaine de l'aéronautique, au moyen d'un schéma d'ingénierie contractuelle complexe-budget 100M€ (2018-2020).
- Elaboration d'un schéma complexe visant à dissocier le bâti et l'exploitation d'une résidence pour personnes âgées gérée sous la forme associative. Mise en place d'une fondation/association pour la préservation du bâti historique. Dévolution de l'exploitation et des travaux de réhabilitation à un organisme à vocation sociale accueillant les subventions. Contractualisation par bail de la relation entre les deux entités. Rescrit sur la fiscalisation de l'opération (2019-2023).

REGIME DES AIDES ECONOMIQUES

- Condition d'intervention d'un organisme de logements sociaux dans la reprise et l'aménagement d'une zone d'activité économique mixte (2020-2022).
- Conseil d'un bailleur social dans le cadre d'une subvention versée pour l'installation d'un établissement d'enseignement supérieur de droit privé (2020).
- Défense d'une collectivité territoriale dans le cadre d'un déféré préfectoral contestant l'attribution d'une subvention à l'installation d'un cabinet médical (2020-2021).
- Assistance à la création d'un groupement d'intérêt public (GIP) destiné à recevoir les subventions d'un organisme national, en contrepartie de l'implantation d'un centre d'enfouissement de déchets nucléaires, et assurant la répartition des dites subventions entre les Collectivités territoriales membres, au titre du développement économique.
- Assistance d'un département à la création de sa SEM patrimoniale, destinée à l'acquisition de locaux industriels pour en assurer la réhabilitation ou permettre aux entreprises propriétaires de disposer de trésorerie avant éventuel rachat ultérieur.

CONTRAINTES D'URBANISME ET D'ENVIRONNEMENT

AUTORISATIONS D'URBANISME

- Contentieux de permis de construire et de permis de lotir notamment :
 - Conseil d'un propriétaire souhaitant céder deux parcelles ayant fait l'objet d'une division foncière sans permis d'aménager (2022).
 - Conseil d'un aménageur d'une ZAC dans le cadre d'un refus de permis de construire (2022).
 - Conseil d'un maître d'ouvrage sur la cession d'un permis de construire (2022).
- **Acquisitions et cessions foncières** : contentieux de l'expropriation, audit du droit préemption, recours au droit de préférence notamment :
 - Représentation en justice devant le juge judiciaire d'une commune sur la fixation du prix du bien exproprié (2020).

DROIT DE PREEMPTION ET ASSIMILES

- Conseils à une communauté de Communes pour sécuriser l'exercice de son droit de préemption d'une friche industrielle à la suite de la dévolution spéciale du dit droit par une commune. Préconisations relatives à la motivation préalable et validation du processus de revente immédiate à une SEM d'aménagement (2022).
- Assistance d'entreprises pour l'exercice de leur droit de délaissement dans le cadre du classement de leur site de production en zone à risque majeur d'un PPRI. Dépôt du dossier, négociation du prix

de reprise en considération du transfert d'activités par construction d'un nouveau site ou cession contrainte de l'activité, suivi de l'élaboration des actes de vente avec clauses spécifiques de dépollution (2018-2022).

- Assistance d'une SCI propriétaire de locaux industriels non-occupés par suite de la cessation d'activités de la société occupante. Déclenchement du droit de délaissement au profit de l'agglomération. Assistance à la négociation et à l'obtention du procès-verbal de recollement de cessation d'activités auprès de la DREAL. Suivi de l'acte de vente à un EPF, plus particulièrement sur la particularité de l'absence d'usage futur déterminé, compte-tenu du portage financier par l'EPF, préalable à la reprise par l'agglomération pour un aménagement mixte, et du porté a connaissance de l'état des sols à usage industriel (2022-2023).
- Assistance au contentieux de l'exercice du droit de préemption par un organisme de logement social relatif à la motivation préalable et à la notification en considération de l'acte de transfert du droit par la communauté de communes titulaire.

GOVERNANCE PUBLIQUE ET D'INTERET GENERAL

INTERCOMMUNALITE

- Création, suppression, fusions des EPCI et syndicats intercommunaux, mutualisations notamment :
 - Représentation en justice d'une communauté de communes et communes initialement actionnaires d'un syndicat mixte d'aménagement et dépossédées, sans indemnisation, de leurs droits par suite du transfert de compétences (Loi Nôtre) du syndicat mixte à une communauté d'agglomération n'incluant pas dans son périmètre la communauté de communes et les communes.
- **Droit des élus et électoral** : fonctionnement des assemblées, modifications statutaires, opérations de communication en période électorale, diffamation :
 - Représentation en justice (référé liberté) concernant l'admission des circulaires et des bulletins de vote des candidats par la commission de propagande pour les élections départementales afin que la distribution des documents soit assurée par l'Etat (2021) ;
 - Défense d'un binôme élus dans le cadre des élections départementales (2021-2022)
- **Assistance aux Contrôles** CRC et Cour des comptes et à celui des Inspections générales ou sectorielles (MILOS...), production d'observations, préparation aux auditions, avis indépendants en réponse.
 - Conseil d'une communauté de communes dans le cadre de la contestation des observations émises par une chambre régionale des comptes (2022).
- **Assujettissement aux taxes et impôts** : assujettissement et autres.
 - Saisine du juge administratif d'une contestation d'assujettissement à la taxe d'habitation d'un établissement privé d'enseignement supérieur sous la forme associative. Analyse des cas d'exonération et demande d'exonération partielle en considération de l'affectation partielle à l'enseignement (2022).

RESPONSABILITE DES ELUS ET DIRIGEANTS

- **Infractions spécifiques liées à la commande publique** : mise en examen d'une personne morale de droit public dans la gestion d'une DSP transport, Complicité élu pour délit de favoritisme sur marchés « déchets ».
 - Représentation en justice pour un recours en diffamation contre une élue municipale et Présidente d'un organisme extérieure à la commune.
 - Conseil d'un Maire dans le cadre de l'attribution de marché public à une société où la commune dispose d'un représentant (2020-2021).